

- **Approuve** l'adhésion à la centrale territoriale de la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien pour la Ville de Cornillon ;
- **Autorise** Monsieur le Maire à signer ladite convention d'adhésion à la centrale d'achat territoriale de la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien ainsi que tout acte ou document se rapportant à la mise en œuvre de cette convention, des marchés publics en étant issus et de la présente délibération.

3. PROPOSITION DES COUPES DE BOIS POUR L'ANNÉE 2025

Pour : **Contre :** **Abstention :** **Unanimité** ☒

M. le Maire donne lecture au Conseil Municipal de la lettre de M. MAMALET de l'Office National des Forêts, concernant les coupes à asseoir en 2025 en forêt communale relevant du Régime Forestier.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité :

- **Approuve** l'État d'Assiette des coupes de l'année 2025 présenté ci-après ;
- **Demande** à l'Office National des Forêts de bien vouloir procéder en 2025 à la désignation des coupes inscrites à l'état d'assiette présentées ci-après ;
- Pour les coupes inscrites, précise la destination des coupes de bois réglées et non réglées et leur mode de commercialisation ;
- **Informe** le Préfet de Région des motifs de report ou suppression des coupes proposées par l'ONF conformément à l'exposé ci-après ;

État d'assiette :

Parcelle	Type de coupe ¹	Volume présumé	Surf. (ha)	Régulée / Non Régulée	Année prévue aménagement	Année proposée par l'ONF ²	Année décidée par le propriétaire ³	Destination		Mode de commercialisation prévisionnel					
										Mode de Vente		Mode de mise à disposition à l'acheteur		Mode de dévolution	
								Délivrance (m³)	Vente (m³)	Appel d'Offre	Gré à gré – contrat	Sur pied	Façonné	Bloc	À la mesure
11	EM	177	3,16	Non Régulée	Non	2025	2025		177	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Le mode de commercialisation pourra être revu en fonction du marché et de l'offre de bois en accord avec la municipalité

Motif des coupes proposées par l'ONF. :

Normalisation de la piste DFCI M 41 avec vente gré à gré à l'entreprise retenue par le Maître d'Ouvrage DFCI à un prix de 15 € / m³.

Le Conseil Municipal donne pouvoir à M. le Maire pour effectuer toutes les démarches nécessaires à la bonne réalisation des opérations de vente.

M. le Maire ou son représentant assistera au martelage de la parcelle n° AI 11.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an ci-dessus

4. DISSOLUTION DU CCAS**Pour : 3****Contre : 5****Abstention : 1****Unanimité ☐**

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que :

En application de l'article L. 123-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF), le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) est obligatoire dans toute commune de 1 500 habitants et plus. Il est désormais facultatif dans toute commune de moins de 1 500 habitants. Cette possibilité est issue de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRE.

Lorsque le CCAS a été dissous, une commune :

- Soit exerce directement les attributions mentionnées au Code de l'Action Sociale et des Familles auparavant dévolues au CCAS ainsi que celles en matière de demande de RSA et de domiciliation.
- Soit transfère tout ou partir de ces attributions au CIAS lorsque la communauté des communes est compétente en la matière.

VU l'article L.123-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU que la commune compte moins de 1 500 habitants et remplit ainsi les conditions du Code de l'Action Sociale et des Familles,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à la majorité :

- De ne pas dissoudre le CCAS au 31 Décembre 2024.

5. DEMANDE DE SUBVENTION AU DÉPARTEMENT POUR LA CONSTRUCTION DE VESTIAIRES SPORTIFS ET D'UN ATELIER MUNICIPAL**Pour : 8****Contre : 1****Abstention : 0****Unanimité ☐**

Annule et Remplace la délibération 2024-MAI1-02

Le Maire fait part au Conseil Municipal, que dans le cadre du projet de la construction de vestiaires sportifs et d'un atelier municipal dont le coût s'élève à 742 418,40 € HT dont 70 674,40 € de maîtrise d'œuvre, il y a la possibilité de solliciter un financement auprès du Département dans le cadre du Crédit Départemental d'Équipement 2024.

Après délibération, le Conseil Municipal :

- Donne son accord pour la réalisation de la construction de vestiaires sportifs et d'un atelier municipal d'un montant de 742 418,40 € H.T dont les crédits sont ouverts au Budget 2024.
- Sollicite auprès du Conseil départemental une subvention du montant des travaux H.T. et de la maîtrise d'œuvre.
- S'engage à prendre en charge la part qui lui incombe.
- Autorise Monsieur le Maire à signer la convention avec le Département définissant les modalités pratiques de l'opération et tout document nécessaire à l'application de la présente décision.

6. DÉLÉGATIONS DONNÉES AU MAIRE

NÉANT

7. QUESTIONS DIVERSES

- Demander un devis à Bureau Vallée concernant les fournitures administratives pour collaborer avec les acteurs locaux.
- Décès de M. ROTHSTEIN
Nous n'avons pas d'information concernant sa famille. Il est actuellement au funérarium à Bagnols sur Cèze, mais sans manifestation familiale, la Mairie sera dans l'obligation de procéder à l'inhumation dans le carré communal.
- Projet de piste cyclable
Le projet arrive à la fin de son étude qui avoisine les 1,2 millions d'euros qui devrait être subventionné à 50%.
Le projet serait scindé en 2 :
 - 1/ Création d'une voie verte pour la circulation piétonne et cyclable car ce projet est subventionnable par le Département.
 - 2/ Sécurisation de la RD 980.
- Site Internet
Il devrait être mis en ligne fin janvier 2025.
La problématique de l'alimentation du site pour faire les mises à jour a été posée.

Séance levée à 19h05.

**Le Secrétaire de séance,
Régis PAUT**

**Le Maire,
Gilles DELALIEU**